

# L'Espagne dans les chaînes



LE GÉNÉRAL FRANCISCO FRANCO  
qui délivrera l'Espagne de ses chaînes

L'ŒUVRE DES TRACTS  
MONTRÉAL



# L'OEUVRE DES TRACTS

(Directeur: R. P. ARCHAMBAULT, S. J.)

Publie chaque mois une brochure sur des sujets variés et instructifs

- |  |                              |
|--|------------------------------|
| 3. <i>Le Premier Patron du Canada</i> . . . . .                  | R. P. LECOMPTE, S. J.        |
| 4. <i>Le Bon Journal</i> . . . . .                               | R. P. MARION, O. P.          |
| 10. <i>Le Mouvement ouvrier au Canada</i> . . . . .              | Omer HÉROUX                  |
| 11. <i>L'École canadienne-française</i> . . . . .                | R. P. Adélarde DUGRÉ, S. J.  |
| 12. <i>Les Familles au Sacré Cœur</i> . . . . .                  | R. P. ARCHAMBAULT, S. J.     |
| 14. <i>La Première Semaine sociale du Canada</i> . . . . .       | R. P. ARCHAMBAULT, S. J.     |
| 15. <i>Sainte Jeanne d'Arc</i> . . . . .                         | R. P. CHOSSEGROS, S. J.      |
| 17. <i>Notre-Dame de Liesse</i> . . . . .                        | R. P. LECOMPTE, S. J.        |
| 18. <i>Les Conditions religieuses de notre société</i> . . . . . | Le cardinal BÉGIN            |
| 19. <i>Sainte Marguerite-Marie</i> . . . . .                     | UNE RELIGIEUSE               |
| 20. <i>La Y. M. C. A.</i> . . . . .                              | R. P. LECOMPTE, S. J.        |
| 21. <i>La Propagation de la Foi</i> . . . . .                    | BENOÎT XV                    |
| 22. <i>L'Aide aux œuvres catholiques</i> . . . . .               | R. P. Adélarde DUGRÉ, S. J.  |
| 24. <i>La Formation des Elites</i> . . . . .                     | Général DE CASTELNAU         |
| 26. <i>La Société de Saint-Vincent-de-Paul</i> . . . . .         | XXX                          |
| 28. <i>Saint Jean Berchmans</i> . . . . .                        | R. P. Antoine DRAGON, S. J.  |
| 30. <i>Le Maréchal Foch</i> . . . . .                            | XXX                          |
| 31. <i>L'Instruction obligatoire</i> . . . . .                   | R. P. BARBARA, S. J.         |
| 32. <i>La Compagnie de Jésus</i> . . . . .                       | R. P. Adélarde DUGRÉ, S. J.  |
| 33. <i>Le Choix d'un état de vie (jeunes gens)</i> . . . . .     | R. P. D'ORSONNENS, S. J.     |
| 33a. <i>Le Choix d'un état de vie (jeunes filles)</i> . . . . .  | R. P. D'ORSONNENS, S. J.     |
| 34. <i>Les Congrès eucharistiques internationaux</i> . . . . .   | R. P. ARCHAMBAULT, S. J.     |
| 37. <i>Le Journal d'un Retraitant</i> . . . . .                  | C. DE BEUGNY                 |
| 38. <i>Contre le blasphème, tous!</i> . . . . .                  | R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J. |
| 42. <i>Saint Gérard Majella</i> . . . . .                        | Abbé P.-E. GAUTHIER          |
| 44. <i>Le Bienheureux Grignon de Montfort</i> . . . . .          | F. ANANIE, F. S. G.          |
| 45. <i>Monseigneur François de Laval</i> . . . . .               | R. P. LECOMPTE, S. J.        |
| 46. <i>Les Exercices spirituels de saint Ignace</i> . . . . .    | S. S. PIE XI                 |
| 47. <i>La Villa La Broquerie</i> . . . . .                       | R. P. ARCHAMBAULT, S. J.     |
| 48. <i>Saint Jean-Baptiste</i> . . . . .                         | R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J. |
| 51. <i>Monseigneur Alexandre Taché</i> . . . . .                 | R. P. LATOUR, O. M. I.       |
| 56. <i>Contre le travail du dimanche</i> . . . . .               | R. P. ARCHAMBAULT, S. J.     |
| 57. <i>L'Œuvre de la Villa Saint-Martin</i> . . . . .            | R. P. Gustave JEAN, S. J.    |
| 58. <i>Monseigneur Lafleche</i> . . . . .                        | R. P. Adélarde DUGRÉ, S. J.  |
| 59. <i>Le Bienheureux Bellarmin</i> . . . . .                    | R. P. ARCHAMBAULT, S. J.     |
| 60. <i>La Vénérable Bernadette Soubirous</i> . . . . .           | Abbé P.-E. GAUTHIER          |
| 62. <i>Le Recrutement des Retraitants</i> . . . . .              | XXX                          |
| 63. <i>Madame de la Peltrie</i> . . . . .                        | R. P. LE JEUNE, O. M. I.     |
| 64. <i>L'Œuvre du curé Labelle</i> . . . . .                     | Abbé Henri LECOMPTE          |
| 65. <i>Saint François Xavier</i> . . . . .                       | Abbé C. RONDEAU, P. M. E.    |
| 66. <i>Les Sœurs de Miséricorde de Montréal</i> . . . . .        | Abbé Elie-J. AUCLAIR, D. TH. |
| 67. <i>Le Catholicisme en Chine</i> . . . . .                    | Mgr BEAUPIN                  |
| 68. <i>Le Jubilé de 1925</i> . . . . .                           | XXX                          |
| 69. <i>Mère Marie de la Ferre</i> . . . . .                      | UNE RELIGIEUSE               |
| 71. <i>Saint Pierre Canisius</i> . . . . .                       | R. P. LECOMPTE, S. J.        |
| 73. <i>Nos Martyrs canadiens</i> . . . . .                       | R. P. ARCHAMBAULT, S. J.     |
| 74. <i>Les Servites de Marie</i> . . . . .                       | R. P. LÉPICIER, O. S. M.     |
| 75. <i>Les Clubs sociaux neutres</i> . . . . .                   | Abbé Cyrille GAGNON          |
| 76. <i>La Presse catholique</i> . . . . .                        | Mgr Elias ROY                |
| 77. <i>L'A. C. J. C.</i> . . . . .                               | Chanoine COURCHESNE          |
| 79. <i>Encyclique sur la fête du Christ-Roi</i> . . . . .        | S. S. PIE XI                 |
| 80. <i>La Retraite spirituelle</i> . . . . .                     | S. ALPHONSE DE LIGUORI       |
| 81. <i>Une enquête sur le scoutisme français</i> . . . . .       | XXX                          |
| 82. <i>Le Secrétariat des Familles</i> . . . . .                 | Dr Elzéar MIVILLE-DECHÊNE    |
| 83. <i>Le Dr Amédée Marsan</i> . . . . .                         | R. P. LÉOPOLD, O. C.         |
| 84. <i>Comment lutter contre le mauvais cinéma</i> . . . . .     | Léo PELLAND, avocat          |
| 85. <i>Adolescents! L'école vous invite encore</i> . . . . .     | Frère LÉOPOLD, C. S. C.      |
| 86. <i>Saint Louis de Gonzague, confesseur</i> . . . . .         | R. P. PLAMONDON, S. J.       |
| 87. <i>La Transgression du devoir dominical</i> . . . . .        | XXX                          |
| 88. <i>Le Règne social de Jésus-Christ</i> . . . . .             | Abbé Arthur LAPOINTE         |

HM  
31  
839  
V. 219  
1937

# L'Espagne dans les chaînes<sup>1</sup>

par Gil ROBLES

## La république espagnole de 1931 aux élections de 1936

Au moment de l'établissement de la république en Espagne, le 14 avril 1931, les forces de droite se trouvaient complètement désorganisées. Les anciens partis monarchiques étaient disparus, et les traditionalistes réussirent à maintenir quelques traces d'organisation en bien peu de provinces seulement.

Pour parer au danger résultant de cette situation, un petit groupe de catholiques, formés selon les principes de la loi publique traditionnelle et s'inspirant de la doctrine de l'Eglise, fondèrent un parti politique qui s'appela d'abord « Action nationale »; plus tard, une interdiction de M. Azana le forçait à changer ce nom en celui d'« Action populaire ».

Le nouveau parti ne fut d'abord et avant tout qu'une agglomération des forces de droite restantes et ne s'assura que très peu de sièges dans l'Assemblée Constituante des Cortès, élus le 28 juin 1931. Lorsque, en octobre de la même année, je fus mis à la tête de l'Action populaire, ma conviction était qu'il fallait agir avec beaucoup de vigueur dans la politique espagnole, et je m'efforçai de créer un parti homogène, qui fût clairement un parti de droite, et résolu à prendre le contrôle du gouvernement par des moyens légaux.

Voici sommairement les points qui devaient déterminer notre action:

1° L'Action populaire respectait loyalement le gouvernement constitué, se mettant à son service pour ainsi mieux servir l'Espagne.

2° L'Action populaire visait à contrôler le pouvoir par des méthodes légales, répudiant tout procédé de violence.

3° L'Action populaire réalisait tous les principes de la démocratie, s'en tenant aux résultats du vote populaire, qu'ils fussent favorables ou non.

4° L'Action populaire voulait influencer l'opinion publique par une campagne d'éducation intensive et dans les limites de la loi.

---

1. Cette série d'articles a été écrite pour la grande revue catholique des États-Unis *America*, qui a bien voulu en autoriser la publication en français dans *l'Ordre nouveau*. Son auteur, Gil Robles, a été appelé « le plus grand citoyen espagnol » de nos jours. Il s'est toujours montré dans sa patrie l'ardent défenseur de la foi catholique et des traditions nationales.

En conformité avec ces idées, l'Action populaire se mit donc à l'œuvre avec une extraordinaire activité et obtint des résultats pratiques magnifiques.

Mais la tâche n'était pas facile. Le gouvernement, présidé par M. Azana, déclencha contre l'aile droite une furieuse persécution, recourant aux mesures d'une législation sectaire et à l'action arbitraire du pouvoir.

Sur le terrain législatif, les Cortès promulguèrent une constitution non seulement laïque, mais antireligieuse, qui supprimait les ordres religieux et les congrégations, confisquait les propriétés de l'Eglise, privait les parents du droit de choisir les écoles où iraient leurs enfants, détruisait les liens de la famille et socialisait la propriété privée. Sur le terrain exécutif, le gouvernement arrêtait toute propagande publique, fermait tous les centres politiques, poussait les masses à commettre les plus graves excès et emprisonnait écrivains et orateurs. Durant cette période, le gouvernement suspendit 150 journaux de droite (la grande imprimerie catholique *El Debate* fut fermée pendant six mois), ferma 350 centres provinciaux et locaux de l'Action populaire, imposa 3,000 amendes, emprisonna et déporta 470 chefs et publicistes, défendit la tenue de 280 réunions de propagande, et permit à la foule d'endommager 80 édifices appartenant aux membres du parti. Toutes les mesures contre l'Action populaire émanaient du gouvernement. En aucun cas il n'y eut mandat judiciaire, comme le demande la loi.

M. Azana espérait exaspérer les Droites par cette politique et les déloger du terrain légal où elles se tenaient. Un secteur de droite se laissa entraîner à la violence et fut impliqué dans le soulèvement du 10 août 1932. Celui-ci, délaissé par la majorité de l'armée et par l'opinion publique, échoua complètement.

L'Action populaire réaffirma clairement sa détermination d'agir en conformité avec la loi et de s'assurer le pouvoir par le vote. Ses efforts ne furent pas perdus. Aux élections partielles municipales d'avril 1933, et à celles des électeurs au Tribunal des Garanties Constitutionnelles, l'Action populaire remporta une grande victoire. Les élections firent vigoureusement ressortir le fait que la gauche avait perdu énormément de sa force, et le président de la république dissolvait l'Assemblée constituante des Cortès.

Sur ces entrefaites, le président, Alcalà Zamora, usa d'arbitraire pour la première fois. Les élections l'avaient démontré, le pays inclinait vers la droite; la logique demandait donc la formation d'un gouvernement de droite. Néanmoins, le président constitua un gouvernement de gauche quelque peu plus modéré, cependant, que celui d'Azana, présidé par Martínez Barrio, grand-maître de la franc-maçonnerie espagnole.

L'aile droite se montra, dans l'exercice du vote, d'une parfaite intégrité. Les Gauches, protégées par le gouverne-

ment, se rendirent coupables d'un grand nombre de délits mais elles n'en furent pas moins défaites aux élections.

La nouvelle Chambre, élue en novembre 1933, signifiait le triomphe de la politique du Centre-Droite. Elle était composée à peu près comme suit : Action populaire, 120 délégués ; Radicaux, 90 ; Agrariens, 32 ; Régionalistes catalans, 26 ; Indépendant de droite, 14 ; Réformateurs, 10 ; Séparatistes basques, 10 ; Monarchistes, 52 ; Indépendants, 18 ; les Gauches (socialistes, Catalans de gauche et Républicains de gauche), 102.

Par une marge décisive, la minorité la plus nombreuse de la Chambre était celle de l'Action populaire. Néanmoins, le président de la république, au lieu de l'appeler au pouvoir, lui substitua un gouvernement formé de radicaux, de fermiers et d'indépendants. Ce gouvernement n'avait pas la majorité dans la Chambre, et ne réussit à se maintenir au pouvoir que grâce à l'appui des députés de l'Action populaire, qui, fermes dans leur politique de fidélité à la loi, mirent les intérêts du pays au-dessus de ceux de leur propre parti.

Les Gauches, cependant, irritées de leur défaite électorale, s'abandonnèrent ouvertement à la violence. Le journal *El Socialista* poussait tous les jours ses lecteurs à une révolution sociale. Au Parlement, le chef socialiste, Indalecio Prieto, annonça (au cours d'une discussion avec moi, en fait) que les Gauches auraient recours à la violence pour empêcher le triomphe des principes des Droites. Les jeunesses de gauche, en armes et en uniforme, firent la manœuvre dans les montagnes. Un dépôt d'armes fut constitué dans la maison du député socialiste Lozano. M. Azana et M. Casares Quiroga munirent de bombes et de fusils les révolutionnaires portugais, dans le but de provoquer un soulèvement dans la péninsule. La province de Catalogne désobéit au gouvernement et refusa de se conformer aux décrets du Tribunal des Garanties Constitutionnelles. Le mois d'octobre 1934 s'ouvrit dans cette atmosphère d'insubordination. La république, une fois de plus, passa les pouvoirs aux radicaux, avec la coopération des agrariens, des réformateurs et de l'Action populaire.

Les Gauches annoncèrent que, si l'on prenait même un seul ministre au sein de l'Action populaire, elles provoqueraient une révolution. C'est ce qui arriva. Principalement en Catalogne et dans les Asturies, les Gauches déchainèrent un soulèvement qui fit plus de 5,000 victimes. Les turbulents brûlèrent ou firent sauter des quartiers entiers d'Oviedo, et détruisirent des édifices importants comme la cathédrale et l'université.

Le mouvement insurrectionnel fut écrasé par l'armée, mais, quand on tenta d'imposer des sanctions aux chefs, le président de la république s'y opposa. Il était secrètement de connivence avec la gauche. Il fit grâce aux principaux chefs, parmi lesquels le commandant Perez Parras, qui avait tiré sur ses compagnons d'armes. Ceci encouragea les révo-

lutionnaires, qui recommencèrent secrètement à dresser leurs plans de destruction.

Le soulèvement séditionnaire d'octobre 1934 fournit la preuve que la politique de M. Azana, pendant la période de 1931 à 1933, avait pratiquement anéanti l'armée. Plusieurs officiers excellents avaient été congédiés. Les soldats de gauche occupaient les postes les plus importants. Des cellules communistes existaient dans les casernes. On ne voyait ni armes ni uniformes dans les parcs et les arsenaux. Pour déterminer un moyen de sortir de cette situation, je surmontai la résistance du président de la république, et quand la crise arriva, en mai 1935, je fus nommé ministre de la guerre.

Secondé par l'illustre général Franco, que je nommai *Jefe del Estado Mayor Central*, et par l'héroïque et malheureux général Fanjul, qui fut nommé sous-secrétaire, et le général Goded, qui occupa le poste de directeur de l'aviation et d'inspecteur général de l'armée, j'entrepris une réorganisation active des forces militaires.

Pendant sept mois de travail intense, on purgea les postes administratifs, on arrêta la propagande communiste dans les casernes, on réorganisa les régiments existants et on en créa de nouveaux, on commanda du matériel et on manufactura de grandes quantités de munitions. Mais toutes ces mesures furent adoptées par des actes parfaitement conformes à la loi, si bien que jamais, au Parlement, une seule voix ne s'éleva pour soulever un soupçon d'irrégularité ou d'abus.

Pendant ce temps, les autres ministres de l'Action populaire travaillaient à réaliser un programme social important. Pour commencer, le ministre du Travail, M. Salmon (qui vient d'être tué par les communistes à Madrid), fit voter un million de pesetas pour régler la grève des ouvriers, pendant que le ministre des Travaux publics, M. Lucia (qui fut aussi assassiné à Valence), préparait un programme de travaux au coût de trois milliards, pour absorber les grévistes. Grâce à l'initiative de l'Action populaire, des terres furent concédées à de petits travailleurs de l'Extramadure et on vota un million de pesetas pour promouvoir la réforme agraire.

Les Gauches commencèrent à s'alarmer de la politique de l'Action populaire. Elles sentaient que si l'A. P. restait au pouvoir encore quelques mois, la révolution deviendrait impossible, parce qu'une armée devenue forte lui ferait échec et que les classes inférieures se rangeraient du côté du parti qui s'occupait de leur bien-être d'une manière si évidente.

Il fallait donc chasser l'Action populaire du pouvoir. Comment? En exerçant une pression sur le président de la république et en brisant la coalition qui existait dans le gouvernement. Pour se rendre maître de celle-ci, on dénonça diverses irrégularités administratives commises par les radicaux. L'affaire fut soumise au Parlement, et il fut démontré que les responsables ne furent ni du côté de l'Action populaire ni du côté du gouvernement, comme tel; ces responsables se

réduisaient à un petit nombre de membres du parti radical qui occupaient des postes élevés dans l'administration. Les ministres radicaux, alors, vivement affligés devant les faits, prirent le parti de résigner, et c'est ainsi qu'ils amenèrent la crise.

Il semblait tout naturel que, dans la circonstance, le président de la république dût remettre le pouvoir à l'Action populaire. Elle était le parti le plus puissant en Chambre, où elle comptait 120 députés, et aussi dans le pays, où l'appuyaient plus d'un million de partisans. Elle avait donné des preuves de son respect de la loi et de son esprit de coopération en appuyant les partis faibles. Pas une seule tache d'immoralité n'avait souillé ses membres. Pendant qu'elle fut au pouvoir, elle avait donné des preuves évidentes de préparation, d'énergie et de féconde initiative. Dans les moments difficiles, elle avait fermement appuyé le gouvernement; elle lui avait même attiré un solide mouvement d'opinion conservatrice, qui, sans ce secours, eût facilement tourné vers les solutions antidémocratiques.

D'un autre côté, on ne pouvait pas dire que les Cortès manquaient de vie et d'activité, puisqu'en deçà de deux ans ils approuvèrent près de deux cents lois.

Les Gauches, cependant, menaçaient de se retirer du gouvernement si l'Action populaire prenait le pouvoir. Le président de la république ne voulait pas lutter contre les Gauches, et il était opposé aux partis forts; il remit donc le pouvoir à M. Portela Valladares. Ce monsieur n'était pas même député, n'avait ni voix ni influence dans le pays, mais était allié intimement aux Gauches, et de plus reconnu comme une personnalité notoire de la franc-maçonnerie. Un mois après que M. Portela eut formé le gouvernement, le président, Alcalá Zamora, dissolvait les Cortès et tentait de nouvelles élections en faveur d'un allié des Gauches et un ennemi des Droites.

M. Portela commit les pires excès. Il appuya la gauche avec toute la puissance officielle de l'Etat, falsifia les actes légaux dans plusieurs circonscriptions, permit aux masses de retenir les électeurs de droite, et, le 19 février 1936, remit le pouvoir aux révolutionnaires de gauche.

L'Action populaire avait lutté pour le respect de la loi. Elle échouait. Les Gauches n'exercèrent pas le droit de vote avec honnêteté et elles ne s'en tinrent pas à ces résultats.

Vaincues sur le terrain démocratique, maîtrisées sur le terrain de la violence, elles triomphèrent par des moyens inconstitutionnels avec la coopération du président de la république et le secours effronté d'un maçon.

Les Gauches avaient mis fin à la démocratie en Espagne.

On fit ouvertement des préparatifs en vue de la révolution communiste. Pour l'empêcher, je crus bon d'avoir recours à des mesures rigoureuses contre ceux qui falsifiaient la démocratie et violaient les lois fondamentales de la république.

Les Droites espagnoles, qui avaient réussi à diriger au prix des plus grands sacrifices la vie du pays à travers toutes les sinuosités de la loi, se trouvaient en face du plus solennel devoir : sauver la patrie de la barbarie communiste. Le moment suprême de la guerre civile d'Espagne était proche.

## La république espagnole de février à juillet 1936

On a soutenu, en Espagne et ailleurs, que les Gauches avaient remporté une victoire légitime, aux élections de février 1936; et même des gens de droite ont admis le fait comme incontestable.

C'est ce point qu'il faut examiner avec calme et attention.

Même en acceptant les chiffres officiels publiés par le Comité central du Cens (*Junta Central del Censo*), bureau dont la fonction consiste à recueillir des informations aussi exactes que possible sur les statistiques électorales, la coalition antimarxiste obtint en Espagne à peu près 250,000 votes de plus que le Front populaire. Comment, alors, expliquer la composition de la Chambre législative ?

Plusieurs causes contribuèrent à falsifier le résultat des élections de 1936, jusqu'au point de transformer en victoire de gauche des chiffres favorables aux candidats de droite.

En premier lieu, les Gauches tirèrent avantage de la loi électorale alors en vigueur en Espagne. Cette loi, qu'on pourrait appeler, en termes de science politique, système de majorité électorale (*prima a la mayoría*), était faite dans le but de favoriser les candidats des partis extrêmes.

Et c'est ce qui arriva en fait. La loi permettait de diviser l'Espagne en circonscriptions électorales très inégales. Ainsi, par exemple, pendant que le district d'Alava élisait 2 députés, celui de Saria 3, celui d'Avila 5, celui de Madrid en élisait 19, celui de Barcelone 22 et celui des Asturies 18. Dans chaque district, chaque votant ne pouvait pas voter pour tous les candidats; le but de cet arrangement était de permettre aux minorités de toujours obtenir de cette façon quelques sièges. Dans les grandes villes, où la population ouvrière pouvait assurer avec certitude absolue une victoire de gauche, les sièges réservés à la minorité étaient proportionnellement très peu nombreux. D'un autre côté, dans ces districts où les Droites étaient en majorité, il y avait comparativement beaucoup de sièges réservés aux minorités.

Un exemple fera mieux comprendre. Madrid, qui était reconnu comme une circonscription de gauche, élisait 15 députés pour la majorité et 4 pour la minorité. Salamanque, 5 pour la majorité et 2 pour la minorité. Aux élections de février, les Gauches obtinrent à Madrid 35,000 votes de plus que les Droites. A Salamanque, les Droites obtinrent 70,000 votes de plus que les Gauches. A Madrid, cette majorité de 35,000 votes n'assura aux Droites que 3 députés. La même

chose arriva à Badajoz, Jaen, Licante, Murcie et Cordoue (districts de gauche), comparativement à Ségovie, Avila, Soria, Alava, Léon, Zamora, Teruel, Ciudad Real, Cacerès, Castellon, Navarre, etc. (districts de droite). Cette injustice initiale donna lieu à une prépondérance de la gauche qui ne correspondait aucunement aux votes obtenus à l'élection.

Comme si ce n'était pas assez, les Gauches, protégées par le président du Conseil, M. Portela, un maçon, commirent dans plusieurs provinces les atrocités les plus odieuses. A Lugo on emprisonna les candidats et les chefs de la droite, et le gouverneur civil réquisitionna toutes les automobiles appartenant aux citoyens reconnus comme conservateurs, afin de permettre aux éléments de gauche de s'emparer des scrutins de vote de chaque collège électoral. Dans le district de Pontevedra, les agents du gouvernement saisirent de force les scrutins de 230 divisions électorales dans les régions de Tuy, Lalin, l'Estrada, etc., et les falsifièrent de façon à amener le triomphe des Gauches et du président du Conseil, qui avait été défait aux Cortès précédentes. Dans le district de Coruna, on enferma les candidats de droite dans les bureaux du gouvernement civil et on les obligea à signer un acte par lequel ils laissaient entendre qu'ils avaient été battus. On menaça de la pointe du revolver un des candidats, M. O'Shea, jusqu'à ce qu'il eût signé. A Cacerès, la police du gouvernement saisit des scrutins de vote et les falsifia au désavantage des Droites.

Même en usant de pareilles méthodes, le Front populaire arriva aux Cortès avec une faible majorité. Pour l'augmenter, les Cortès annulèrent les élections, tout à fait ou en partie, dans les districts de Grenade, Cuenca, Salamanque, Burgos, Santander, où la victoire appartenait aux Droites. De cette façon, les Gauches réalisèrent une majorité qui leur permit plus tard de commettre les plus grands abus. Après cette expérience, comment les Droites pouvaient-elles avoir confiance dans la démocratie ? En 1934, les Gauches, mécontentes des défaites de l'année précédente, outrepassèrent les limites de la légalité et déclenchèrent une révolution. En 1936, elles violèrent et falsifièrent le résultat du vote, pour s'emparer du pouvoir. A qui la faute si les Droites se sont retirées d'un simulacre de droit qui ne servait qu'à les annihiler ?

L'attitude des Droites est justifiée, si on considère que le pouvoir, arraché par des moyens aussi honteux, servit aux Gauches comme instrument dans la préparation d'une révolution sociale.

Le premier acte des Gauches fut d'approuver une amnistie qui mit en liberté tous ceux qui avaient été internés pour leur participation à la révolution de 1934. Ces hommes coupables d'incendies, de pillage, d'assassinats, et de toutes sortes d'illégalités, on les gracia, on les glorifia même comme des héros publics.

Les Gauches s'emparèrent immédiatement de la présidence de la république, en destituant injustement M. Alcala Zamora, sans tenir aucunement compte des services qu'il leur avait rendus dans ce poste éminent.

Il s'ensuivit une persécution implacable contre les soldats et les officiers de droite. Par une loi sanctionnée aux Cortès, juges et magistrats (même ceux de la Cour suprême) qui n'adhérèrent pas au Front populaire furent destitués.

Comme si ce n'était pas assez, le gouvernement de gauche encouragea toutes les agitations ouvrières et les grèves, dans le but de ruiner les employeurs, de semer des germes d'anarchie et de préparer ainsi les voies à la révolution sociale.

Dans les casernes et les arsenaux on distribua des feuilles invitant les soldats à assassiner leurs commandants. Dans les rues de Logrono, la populace assaillit plus d'un officier et blessa un général. Les soldats tuèrent deux paysans en légitime défense, et la foule, dirigée par le gouverneur, mit le feu, en une après-midi, à sept églises.

À Cadix, à Alicante et à Grenade, les masses de gauche saccagèrent et brûlèrent les églises, les théâtres, les maisons d'affaires et les résidences. Et le gouverneur civil, pendant ce temps, empêcha la milice d'agir.

À Madrid, les communistes brûlèrent trois églises, dont l'une se trouvait à cinquante verges du ministère de l'Intérieur. Le ministre regardait l'incendie de ses appartements et ne voulut pas laisser sortir la milice pour mettre fin au désordre.

Les principaux postes dans plusieurs provinces étaient occupés par d'anciens condamnés politiques, et même par de vulgaires criminels. Tous les jours on entendait parler d'incendies, d'assassinats, de bombes, d'attentats à main armée. J'ai eu moi-même l'occasion de signaler au gouvernement plusieurs centaines d'assassinats et il ne put en nier un seul. L'Espagne descendait vertigineusement la pente de l'anarchie.

Petit à petit la direction de la politique passait aux mains du socialisme, dont le clan extrémiste subissait profondément l'influence de la Russie et était dirigé par Largo Caballero, que ses partisans ont appelé le Lénine espagnol. Ce phénomène s'explique très simplement.

La conglomération appelée « Front populaire » se composait de partis ouvriers marxistes et de diverses factions du groupe appelé « les républicains de gauche ». Au vrai, ces gens n'avaient pas de programme. Leur idéal, c'était une république laïque et persécutrice de l'Eglise. Leur programme se réduisait à un anticléricalisme démodé. Les républicains de gauche avaient, pendant les années de la monarchie espagnole, réclamé la suppression des ordres religieux, la sécularisation des cimetières et la reconnaissance du divorce. Ayant obtenu tout cela aux Cortès, ils se trouvèrent désorganisés et dans une grande confusion. Relativement aux problèmes sociaux, — le point cardinal de la vie moderne, —

ces politiciens n'avaient aucune formule pratique ni même de théorie définie. S'ils ne voulaient pas disparaître, il ne leur restait, puisque les masses étaient alors entraînées dans les sentiers de la lutte des classes, qu'à s'unir aux partis marxistes, dont ils devinrent graduellement, pendant cette période, les serviteurs et les valets.

Quand le Front populaire prit le pouvoir en février 1936, les socialistes et les communistes demandèrent aux républicains de gauche de former à eux seuls le gouvernement. Ainsi, puisqu'ils disposaient de la majorité des votes dans ce soi-disant parlement, ils forçaient les républicains de gauche à gouverner selon leurs désirs. Tout-puissants, les marxistes attendirent le moment opportun, pour obtenir, avec leurs anciens alliés, le contrôle du pouvoir et imposer d'en haut la révolution sociale des masses.

Afin de hâter l'affaiblissement des républicains de gauche et pour entretenir l'esprit révolutionnaire chez les ouvriers et briser la résistance économique des conservateurs, les marxistes entreprirent une série de grèves que rien ne justifiait.

Fait à remarquer, ces grèves, en général, n'étaient pas dirigées contre les grandes industries, mais bien contre les petits propriétaires et contre les employeurs dont les moyens semblaient modiques. L'idée était de ruiner ces derniers et de les changer ainsi en prolétaires désespérés, à qui il ne resterait qu'à se joindre à la révolution.

Les organismes du département du Travail (*Jurisdicción de Trabajo*), dominés par les socialistes, approuvèrent des conditions, pour le travail de l'agriculture, tellement scandaleuses et excessives qu'elles laissaient voir des desseins vraiment révolutionnaires. Dans une ville de la province de Malaga, les travailleurs exigèrent jusqu'à trente pesetas par jour pour quatre heures de travail. Dans toutes les provinces, à l'époque des moissons, les marxistes demandèrent des salaires quotidiens qui dépassaient de plus de cinquante pour cent la valeur des produits moissonnés. Les petits fermiers, incapables de payer ces salaires exorbitants, remirent la récolte à leurs garçons de ferme, se résignant à perdre le loyer de la terre, la semence, l'engrais, les taxes et le travail d'un an. Cependant, les travailleurs ne furent pas satisfaits de cela, et le gouvernement exigea que les salaires fussent payés chaque jour. Quand il ne restait plus d'argent ni de crédit au propriétaire, les travailleurs vendaient son troupeau et abattaient ses arbres. Plusieurs fois les propriétaires durent s'enfuir pour chercher refuge ailleurs. C'est à ces extrémités que la persécution marxiste en arriva. Plusieurs propriétaires fonciers furent assassinés sans que leurs meurtriers fussent arrêtés et encore moins traduits devant les tribunaux.

Cette politique de destruction ne tarda pas à donner ses fruits naturels. Dans les districts ruraux, les réserves économiques s'épuisèrent, les propriétaires s'enfuirent, les récoltes furent abandonnées, le nombre des grévistes augmenta, ce fut

la faim dans les foyers, et le désespoir gagna de nouvelles recrues à la révolution. Les chefs socialistes achetèrent des armes et des munitions avec les revenus des cotisations syndicales et les distribuèrent aux ouvriers affamés et exaspérés.

Les républicains de gauche commencèrent à s'alarmer. Ils voulurent arrêter le mal, mais il était trop tard. La meilleure preuve en est la grève de la construction à Madrid. Les exigences des ouvriers furent telles que le gouvernement suggéra un compromis, qui rognait leurs demandes tout en leur reconnaissant des gains immenses. Les employeurs acceptèrent sous la pression du gouvernement. Les ouvriers refusèrent et se mirent à pratiquer plusieurs actes de sabotage. Dans une seule semaine, à Madrid, quatre-vingt-dix bombes éclatèrent dans les édifices en construction.

Il n'y avait plus d'issue normale à cette situation. Nous qui, comme députés de droite, continuions à lutter sur le terrain légal, nous ne pouvions réussir désormais à arrêter l'Espagne dans sa course à l'abîme. Les Gauches s'étaient emparées du pouvoir avec le plus grand dédain pour les idées démocratiques, et elles s'en servaient pour conduire le pays vers un régime soviétique.

Demander aux Droites de se tenir encore dans les limites d'une légalité qui ne servait qu'à les écraser, était impossible. La légitimité, et dans l'origine et dans l'exercice du pouvoir, manquait au gouvernement de gauche. Son activité, loin de servir le bien commun, menait la société à la ruine. Obéir à un gouvernement habituellement et si gravement injuste n'était plus un devoir. Les Droites espagnoles se trouvèrent en face d'une situation réunissant toutes les conditions qui, selon la doctrine traditionnelle de la morale politique catholique, justifient la résistance à l'oppression, non seulement passivement, mais activement, par la force armée.

Personne en Espagne n'en doutait. On n'arriverait à une solution que par la force. Moi-même, j'ai entendu des partisans en vue de la faction modérée des socialistes dire que la politique d'anarchie inaugurée en février préparait les voies à un coup militaire.

Tout le monde s'attendait à un soulèvement imminent. Le meurtre de Calvo Sotelo par les émissaires du gouvernement, de ce gouvernement qui, le même jour, tenta de me faire assassiner, fut l'étincelle qui alluma l'indignation nationale.

Ils se trompent ceux qui affirment que le mouvement nationaliste espagnol est un simple soulèvement militaire dans le genre de certains événements du dix-neuvième siècle. L'armée en eut l'initiative et elle demeure le principal instrument de la victoire. Mais derrière elle, sans distinction de régions ni de classes sociales, se dressent tous les Espagnols qui ne se résignent pas à tomber dans les griffes du communisme. C'est le soulèvement de toute une nation, qui, en se sauvant elle-même, sauvera toute la civilisation occidentale.

Dans ce mouvement se sont groupés tous les partis de droite, et ceux qui ont toujours prôné les solutions de force, et ceux de nous qui ont combattu loyalement sur le terrain de la démocratie.

Tous, excepté les catholiques basques, dont la conduite doit être examinée séparément.

## La liberté espagnole après la guerre

Il est tout naturel que, après avoir examiné sommairement les facteurs qui ont donné naissance au mouvement nationaliste espagnol, on se demande quelle forme de gouvernement sera établie en Espagne, une fois la guerre terminée.

Suivant quelques-uns, notre nation devrait s'organiser d'après les méthodes fascistes ou nationales-socialistes, comme en Italie ou en Allemagne. D'autres croient que l'Espagne reviendra à un système constitutionnel parlementaire très peu différent de celui de 1931...

Il y a quatre forces à la base de l'action militaire de l'armée espagnole. En les énumérant par ordre d'ancienneté dans la vie publique, ce sont: les Traditionalistes, l'Action populaire, la Restauration espagnole et la Phalange espagnole.

Les Traditionalistes sont une organisation monarchiste légitime qui rejette une démocratie morganatique et défend les particularités historiques propres aux diverses régions.

L'Action populaire est un parti organisé pour lutter sur le terrain de la démocratie. Elle professe que les formes de gouvernement sont accidentelles; elle veut donner une structure organique à la société espagnole, et offre un large programme de justice sociale.

La Restauration espagnole, section séparée de l'Action populaire, avec une influence numérique très réduite, s'adresse spécialement aux classes élevées. Orientée vers des principes organiques et autoritaires, elle soutient la monarchie et la personne d'Alphonse XIII.

Enfin, la Phalange espagnole constitue un groupe dont les principes et les méthodes d'action s'inspirent des écoles totalitaires modernes. Son programme social est très avancé, mais il ne propose aucune solution définie à la forme de gouvernement qu'on devra établir. Ce mouvement, inspiré par l'armée qui en est demeurée la cheville ouvrière, est réellement indépendant des partis politiques qui le soutiennent.

De cet ensemble de facteurs qui représentent presque toutes les nuances de l'opinion publique dans l'Espagne nationaliste, on peut déduire quelle sera raisonnablement la forme de son gouvernement, soit à brève échéance, soit même plus tard. On peut s'attendre, cela est tout naturel, que la guerre terminée, avec une victoire indubitable de l'armée, il y aura une période provisoire de dictature militaire.

La démobilisation des combattants, le désarmement des groupes marxistes, l'application des sanctions pour les crimes

publics commis par les Rouges, l'urgente nécessité de réparer les dommages matériels immenses causés par le communisme international dans notre pays, l'union de tous les efforts et de tous les sacrifices collectifs pour mettre en marche l'œuvre de reconstruction nationale — tout cela requerra en premier lieu un gouvernement militaire, sinon absolu, du moins prépondérant. Sous son règne, les divers groupes politiques nationalistes pourront s'entendre et poser les fondements de l'Etat futur.

La période provisoire militaire ne devra pas durer trop longtemps, car la tâche de gouverner n'appartient pas normalement à l'armée, et la prolongation d'un gouvernement de cette sorte aurait pour effet d'empêcher l'épanouissement des vertus civiques indispensables à la stabilité des institutions politiques d'une nation.

La durée limitée d'un gouvernement militaire étant admise, quelle sera l'organisation finale de la vie publique en Espagne ?

Des jugements superficiels, basés sur de simples apparences, prédisent un gouvernement purement et nettement fasciste. La propagande de Moscou s'est emparée de cette idée. Elle présente au monde le fascisme comme un système de gouvernement tyrannique et elle essaye de développer chez les peuples démocratiques une forte opinion publique opposée à toute tendance tant soit peu suspecte de sympathie pour ce régime.

Cependant, sans admettre le sens défavorable que la propagande communiste attache à ce terme de fascisme, aucun homme de bonne foi ne peut soutenir que l'Espagne va adopter un gouvernement de cette espèce. Pour le moment, il ne faut pas oublier que Mussolini lui-même a déclaré en plusieurs occasions que le fascisme est un produit tout à fait italien qui s'adapte aux besoins et au caractère de l'Italie et qu'il ne peut s'appliquer à d'autres pays. Cette déclaration fondamentale est en parfait accord avec celle du général Franco, le chef de l'Etat espagnol, qui affirme que, pour lui, le mouvement actuel en Espagne n'est pas fasciste.

Si nous parvenons à tenir le juste milieu entre les doctrines que prêchent les groupes politiques nationalistes en Espagne et les aspirations qui dominent dans les masses de droite, nous arriverons à formuler quelques principes d'après lesquels se constituera le prochain régime politique possible en Espagne :

I. *Un renforcement de l'autorité.* — Dans les pays latins, le parlementarisme — il faut bien l'admettre — n'a pu accorder la liberté humaine avec le principe d'autorité (pas de despotisme) indispensable au maintien et au progrès de la société.

Le fait que, d'une part, les gouvernements dépendent strictement du Parlement, et que le Parlement à son tour est subordonné à une opinion publique mobile, facilement véhém-

mente, et manquant d'une formation civique solide, ce fait a rendu les gouvernements de plus en plus instables et a sapé les bases de l'autorité...

De là ce sentiment unanime des nations latines en faveur d'un pouvoir central fort, exempt autant que possible des fluctuations d'une opinion publique mobile, et capable de s'imposer aux classes égoïstes et aux intérêts de partis régionaux, de manière à les unir tous ensemble en vue du bien commun. L'Espagne, qui vient d'expérimenter si durement les effets de la faiblesse dans laquelle se trouva le pouvoir central par la faute d'un parlement vicié, ignorant sa psychologie et son histoire, éprouve plus que tout autre pays le besoin d'une autorité forte. Sur cette première caractéristique de son futur gouvernement tous les groupes de l'Espagne nationaliste s'accordent.

II. *Le concept organique de la démocratie.* — A mon avis, ceux qui réduisent le grand problème juridique du monde moderne à ce simple dilemme: la démocratie ou l'antidémocratie, font une erreur fondamentale.

Il y a deux ans, j'écrivais, dans une préface à la traduction espagnole d'un livre de Tardieu, que le problème du jour ne consistait pas à perfectionner la démocratie, mais bien à l'organiser. La démocratie est un concept très large qui n'implique pas autre chose que la participation du peuple aux problèmes du gouvernement de l'Etat. Ainsi comprise, la démocratie représente un vrai progrès pour les nations modernes. Elle peut subir une éclipse partielle; mais en fait elle offre une base commune aux nations contemporaines...

Plusieurs penseurs et écrivains, depuis les légistes catholiques jusqu'aux corporatistes modernes intégraux, tels que Bottai, Manolesco ou Spann, en passant par les positivistes du genre de Léon Duguit, ont soutenu que la société politique ne se compose pas seulement d'individus, mais aussi de sociétés ou de personnalités inférieures, les unes parfaites, les autres imparfaites, les unes complètes, les autres incomplètes (famille, ville, région, profession), au sein desquelles l'individu développe toutes ses activités spirituelles et matérielles.

La manière la plus effective d'assurer la vraie démocratie, c'est d'incorporer l'individu dans l'Etat au moyen de ces unités, c'est de donner une structure organique à la volonté du peuple. La démocratie n'est pas la règle aveugle d'un domptage de volontés atomiques (*de la mitad mas uno*: la moitié plus un). L'Espagne nationaliste veut précisément cette structure organique par laquelle les Espagnols eux-mêmes deviendront maîtres des destinées de leur patrie.

III. *Suppression de la lutte de classes.* — Le grand principe dissolvant des sociétés modernes, c'est l'interprétation matérialiste de l'histoire, d'où dérive le postulat de la lutte des classes; et c'est ce qui fait que les nations sont déchirées par des luttes continuelles. Eliminer ce principe corrosif est le besoin le plus pressant de l'époque où nous vivons.

La nouvelle expérience que connut l'Espagne en l'année 1931, ce n'est pas, comme on pourrait le supposer à première vue, un renversement politique, mais bien plutôt une véritable évolution sociale. De toutes les forces dissolvantes favorisées par la république, les organisations marxistes seules savaient où elles allaient. Pour les bourgeois de gauche, la république laïque et démocratique était un but. Pour les socialistes et les communistes, elle n'était qu'un moyen. La république donna le jour à la féroce lutte de classes qui depuis des années s'élabore dans le silence. Avec le nouvel ordre politique, le choc se produisit sous l'aspect tragique que présente la guerre actuelle. Il n'y aurait donc rien d'étonnant si, une fois la guerre finie, on voyait les nationalistes d'Espagne s'efforcer, d'un effort commun, de détruire les germes de mort d'un marxisme matérialiste et inhumain. La triste expérience de ces dernières années a convaincu les Droites espagnoles qu'il faudra plus que l'énergique intervention d'un pouvoir politique, fort tant qu'on voudra, pour faire disparaître cette lutte de classes. Si le mal n'est pas attaqué à sa racine, même pendant la période de paix apparente, il va repousser et se développer avec une vitalité proportionnée à l'énergie employée à le détruire par la force matérielle.

Ceci ne veut pas dire que l'action de l'autorité n'est pas effective, mais que la contrainte seule est insuffisante. La lutte de classes ne cessera que lorsque les esprits seront pacifiés; et cette tâche suprême de pacification ne s'accomplira que par une entente entre les classes, entente impossible sans la réalisation d'un plan large et rationnel de justice sociale, qui ne tentera pas de ces nivellements impraticables, contraires aux inégalités originelles entre les hommes et incompatibles avec la structure de la société elle-même, mais qui unira tous les individus dans un même intérêt commun.

C'est pourquoi l'opposition à la lutte de classes par l'action conjointe d'un pouvoir central fort et d'une justice sociale imprégnée d'esprit chrétien est fermement ancrée dans l'esprit de l'immense majorité des partisans du mouvement nationaliste espagnol.

IV. *L'unité nationale et la diversité régionale.* — Suivant la Constitution de 1931, constitution inspirée par les principes dissolvants d'où a jailli la tragédie actuelle, on put établir en Espagne un système d'autonomies régionales qui dépassaient en fait les limites du fédéralisme, et aboutirent, avec des excès criminels, à rompre pratiquement l'unité nationale du pays.

Le mouvement actuel, issu de l'armée, est marqué, comme cela est naturel, par une vigoureuse réaction contre cette tendance antinationale et par la reconnaissance opposée de l'unité sacrée et intangible de la patrie. Sur ce point aucune concession possible au séparatisme déguisé des Catalans et des Basques.

Mais unité ne veut pas dire uniformité. Les districts espagnols ont des physionomies extrêmement variées, qui, sans

préjudice de l'unité suprême de la nation, forment des personnalités régionales reconnues par toutes les puissances de droite. La spontanéité avec laquelle les chefs militaires du mouvement ont compris dès les débuts ce fait indéniable de la vie espagnole, est la meilleure garantie que la diversité féconde au sein de l'unité nationale suprême sera un des fondements les plus solides du futur Etat espagnol. On a déjà commencé à tracer les grandes lignes de cette organisation, malgré la forte tension que produit la phase aiguë de la guerre actuelle.

Tels sont, à mon avis, les points essentiels où se rencontrent les différents courants qui forment le cours bienfaisant de l'opinion nationaliste de mon pays. Ils n'appartiennent à aucun parti, et tous peuvent les revendiquer comme leurs. J'ose croire que, même au prix d'essais et de corrections inévitables, l'Espagne retrouvera le lit fertile où coulera le fleuve aujourd'hui impétueux, demain tranquille, de ses désirs ardents pour la stabilité et le travail. Elle n'aura pas besoin de recourir à des expériences étrangères, mal adaptées à sa personnalité bien accusée. Elle ira chercher dans ses traditions, dans son histoire, dans les enseignements immortels de ses écrivains, les matériaux nécessaires à la reconstruction de son nouvel Etat, qui de toute nécessité devra se caractériser par un esprit vraiment chrétien et profondément humain.

Comme l'Espagne détient l'honneur d'être le soldat et le martyr de la civilisation chrétienne, aussi la tâche lui est-elle réservée de démontrer au monde comment on peut concilier les activités intangibles de la personnalité humaine avec les exigences autoritaires d'un Etat moderne dont le rôle est de diriger toutes les énergies nationales vers la conquête des idéals communs.

## La république espagnole et l'indépendance basque <sup>1</sup>

L'aide fournie au gouvernement marxiste par les Basques catholiques « a créé de la confusion dans beaucoup d'esprits, et fourni au communisme international sa meilleure arme de propagande contre le mouvement national espagnol ».

Ce problème s'explique pourtant. « Si l'on examine la nation espagnole dans son ensemble, on remarque que les quatre provinces du Nord... se caractérisent par des divergences fortement accusées, qui s'expliquent par l'origine raciale. Pour la plus grande partie, ces populations sont de même race, ont une langue et des coutumes propres. » Tout alla bien jusqu'au jour où le libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle voulut « à tout prix uniformiser et égaliser la variété féconde qui se trouvait dans les frontières d'une grande nation ». Résultat: un nationalisme séparatiste prônant la supériorité de la race basque et visant à l'entière indépendance avec constitution d'un Etat et d'un

1. Le manque d'espace nous oblige à résumer cette dernière partie.

Parlement en pays basque. La propagande commença: les malheurs du temps étaient attribuables à « l'Etat espagnol, qui étouffait les visées de la race basque »; les paysans furent persuadés « de refuser tout service militaire en dehors des frontières basques ».

A partir de 1931, la république adopte un programme de persécution antireligieuse. Or, « l'immense majorité des Basques est profondément et sincèrement religieuse. La politique républicaine produisit une impression pénible sur ces âmes simples ». Les chefs en profitèrent pour soulever l'opinion contre le pouvoir central; le facteur religieux était une arme très puissante, mais rien de plus pour eux: « Ils soutiennent ouvertement qu'ils sont nés basques d'abord et que ce n'est que plus tard qu'ils devinrent chrétiens par le baptême. Ainsi donc, ils sont Basques avant d'être chrétiens... La chose réelle, pour eux, primordiale et intangible, c'est la race basque. »

Les nationalistes basques s'allièrent d'abord aux traditionalistes et réussirent à se faire élire dans les quatre provinces, mais l'entente dura peu, les nationalistes poussant leurs exigences vraiment trop loin. Vainqueurs de nouveau aux élections de novembre 1933, ils réclamèrent impérieusement « le statut d'autonomie... J'eus une longue conférence avec Aguirre. Pendant cette entrevue, le président du gouvernement basque me dit que les Basques voulaient par-dessus tout un statut d'autonomie; que les Gauches le leur avaient promis, mais qu'ils préféraient en être redevables aux Droites ».

L'accord n'ayant pu se faire, les nationalistes s'allièrent aux Gauches. « Pendant l'été de 1934, ils collaborèrent avec les Gauches à préparer le mouvement révolutionnaire d'octobre... Aux élections de février 1936, ils se mirent en ligne avec les socialistes et les communistes pour combattre les autres partis de droite et commettre les pires outrages... Pour eux, la patrie basque, c'était la chose fondamentale. S'il fallait pour l'obtenir tendre la main de l'amitié aux pires ennemis de la religion, ils étaient prêts à le faire. Le soulèvement militaire éclata... Les Basques s'allièrent aux communistes. » Leurs excuses ne valent pas: « Les chefs du mouvement, particulièrement Franco, ont promis de respecter les particularités régionales », mais ils ne peuvent pas « accorder l'indépendance politique aux Basques et laisser se briser l'unité sacrée de la nation ».

« C'est pour cette raison que les séparatistes basques se sont alliés aux communistes, en échange de leurs rêves chimériques d'indépendance. A leurs yeux, le catholicisme n'était qu'un facteur politique. Voilà comment, pour acheter une illusoire indépendance, ils n'ont pas craint de vendre leurs croyances. »

90. André Grasset de Saint-Sauveur . . . . .	XXX
91. Sauvez vos enfants du cinéma meurtrier ! . . . . .	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
92. Actes pontificaux concernant l'Act. franç. . . . .	S. S. PIE XI
93. Répliques du bon sens — I . . . . .	Capitaine MAGNIEZ
94. Ce que femme veut . . . . .	Jeanne TALBOT
95. Répliques du bon sens — II . . . . .	Capitaine MAGNIEZ
96. Marie de l'Incarnation . . . . .	R. P. FARLEY, C. S. V.
97. Dimanche vs Cinéma . . . . .	Chanoine HARBOUR
98. Thaumaturge de chez nous . . . . .	R. P. Jacques DUGAS, S. J.
100. Le Rapport Boyer sur le cinéma . . . . .	XXX
101. Nos premiers Missionnaires . . . . .	Abbé Napoléon MORISSETTE
102. Les Retraites fermées en Belgique . . . . .	R. P. LAVEILLE, S. J.
103. La Congrégation du Saint-Esprit . . . . .	R. P. G. LE GALLOIS, C. S. SP.
104. Répliques du bon sens — III . . . . .	Capitaine MAGNIEZ
106. Les Retraites fermées . . . . .	Ferdinand ROY
107. Sa Grandeur Monseigneur Courchesne . . . . .	XXX
108. L'Enc. « Miserentissimus Redemptor » . . . . .	S. S. PIE XI
109. La Langue française . . . . .	Chanoine CHARRON
110. L'Apostolat . . . . .	Rodolphe LAPLANTE
111. Répliques du bon sens — IV . . . . .	Capitaine MAGNIEZ
112. Le Drapeau canadien-français . . . . .	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
113. L'Université Pontificale Grégorienne . . . . .	XXX
114. La Retraite fermée . . . . .	Roland MILLAR
115. L'Action catholique . . . . .	Mgr P.-S. DESRANLEAU
116. Un diocèse canadien aux Indes . . . . .	R. P. E. GAGNON, C. S. C.
117. Le Mois du Dimanche . . . . .	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
118. Pour le repos dominical . . . . .	D. B.
119. Le Problème de la natalité . . . . .	Benito MUSSOLINI
120. Montales Carmélites aux Trois-Rivières . . . . .	UN AMI DU CARMEL
121. La Femme canadienne-française . . . . .	Sr Marie du Rédempteur, S. G. C.
122. L'Ordre Trinitaire . . . . .	Jean-Félix DE CERFROID
123. Charte officielle du syndicalisme chrétien . . . . .	O. T.
124. Le Sens social . . . . .	Abbé Joseph-C. TREMBLAY
125. Sa Sainteté Pie XI . . . . .	S. Em. le card. ROULEAU, O. P.
127. L'Encyclique « Mens Nostra » . . . . .	S. S. PIE XI
128. La Destinée sociale de la femme . . . . .	Marie-Thérèse ARCHAMBAULT
129. Les Retraites fermées . . . . .	Dr Joseph GAUVREAU
130. Le B. Albert le Grand . . . . .	R. P. RICHER, O. P.
131. La Tempérance — I . . . . .	S. G. Mgr COURCHESNE
132. Les Bénédictins . . . . .	Dom Léonce CRENIER, O. S. B.
133. La Médaille miraculeuse . . . . .	R. P. PLAMONDON, S. J.
134. La Première Missionnaire des Religieuses du Sacré-Cœur . . . . .	R. S. C. J.
135. Mère Bruyère . . . . .	Sr Marie du Rédempteur, S. G. C.
136. La Formation d'une élite chez la jeunesse féminine . . . . .	Marguerite BOURGEOIS
137. L'Eucharistie et la Charité . . . . .	C.-J. MAGNAN
138. T. R. P. Basile-Antoine-Marie Moreau . . . . .	Une Religieuse de Sainte-Croix
139. La Tempérance — II . . . . .	S. G. Mgr COURCHESNE
140. Le Communisme au Canada . . . . .	E. S. P.
141. L'Ouvrier en Russie . . . . .	E. S. P.
142. L'Action catholique . . . . .	Mgr Eugène LAPOINTE
143. La Russie en 1930 . . . . .	Dr Georges LODYGENSKY
144. Le Scoutisme canadien-français . . . . .	R. P. Paul BÉLANGER, S. J.
145. L'Aunône . . . . .	Mgr Charles LAMARCHE
146. Le Monument du Souvenir canadien . . . . .	L'Hon. Rodolphe LEMIEUX
147. Les Troubles scolaires de la Saskatchewan . . . . .	R. P. TAVERNIER, O. M. I.
148. L'Offensive soviétique . . . . .	René HENTSCH
149. Directives à la Jeunesse . . . . .	S. S. PIE XI
150. L'Heure catholique . . . . .	S. Exc. Mgr DESCHAMPS
151. Cinquante ans de retraites fermées . . . . .	R. P. Louis DASSONVILLE, S. J.
152. Les Jésuites en Espagne . . . . .	XXX
153. Un groupe de jeunesse catholique . . . . .	Abbé Aurèle PARROT
154. La Sanctification du dimanche . . . . .	XXX
155. Le Petit Nombre des catholiques . . . . .	R. P. GIBERT, S. J.
156. Encyclique « Caritas Christi compulsi » . . . . .	S. S. Pie XI
157. Les Dangers des vacances . . . . .	Abbé Georges PANNETON
158. La Société St-Vincent-de-Paul à Montréal . . . . .	J.-A. JULIEN
159. Le Malaise économique . . . . .	Nos Evêques
160. Les Saints Jésuites canadiens . . . . .	R. P. TENNESON, S. J.

161. <i>Les Retraites fermées au Canada</i> . . . . .	Léo PELLAND
162. <i>Vers la guerre</i> . . . . .	XXX
163. <i>Les Carrières — I</i> . . . . .	Mgr PÂQUET — P. L. LALANDE, S.J.
164. <i>L'Année sainte</i> . . . . .	S. S. PIE XI
165. <i>Les Carrières — II</i> . . . . .	A. PERRAULT, C.R. — J. SIROIS, N.P.
166. <i>L'Action internationale des sans-Dieu</i> . . . . .	E. S. P.
167. <i>Les Carrières — III</i> . . . . .	Dr J. GAUVREAU — A. MAILHIOT
168. <i>Les Carrières — IV</i> . . . . .	Abbé A. VACHON — A. BÉDARD
169. <i>Encyclique « Dilectissima Nobis »</i> . . . . .	S. S. PIE XI
170. <i>Le Message de Jésus... Ses sources—I</i> . . . . .	R. P. L.-A. TÉTRAULT, S. J.
171. <i>L'Héroïque Aventure</i> . . . . .	R. P. Gérard GOULET, S. J.
172. <i>Les Carrières — V</i> . . . . .	A. CHAMPAGNE — P. JONCAS
173. <i>La Famine en Russie</i> . . . . .	CILACC
174. <i>Les Carrières — VI</i> . . . . .	A. RIOUX — A. GODBOUT
175. <i>Catéchisme abrégé d'Action catholique</i> . . . . .	Abbé Georges THUOT
176. <i>Le Message de Jésus... Ses sources—II</i> . . . . .	R. P. L.-A. TÉTRAULT, S. J.
177. <i>L'Eglise de Rome et les Eglises orientales</i> . . . . .	Abbé J.-A. SABOURIN
178. <i>Les Carrières — VII</i> . . . . .	E. L'HEUREUX — A. LÉVEILLÉ
179. <i>Un Monastère de Bénédictines au Canada</i> . . . . .	R. P. Paul DONCŒUR, S. J.
180. <i>Les Amicales féminines</i> . . . . .	Abbé Georges THUOT
181. <i>Quelques réflexions sur l'Apostolat laïque</i> . . . . .	S. Exc. Mgr COURCHESNE
182. <i>Causeries religieuses</i> . . . . .	R. P. BROUILLET, S. J.
183. <i>L'Apostolat</i> . . . . .	J. SYLVESTRE — A. PROVENCHER
184. <i>Pour le plein rendement des Retraites fermées</i> . . . . .	E. MATHIEU — M. CHARTRAND
185. <i>Mgr Provencher</i> . . . . .	R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.
186. <i>Les Carrières — VIII</i> . . . . .	E. MINVILLE — A. LAURENDEAU
187. <i>Saint Jean Bosco</i> . . . . .	P. René GIRARD, S. J.
188. <i>Les Sans-Dieu en Russie</i> . . . . .	PRO DEO
189. <i>La Retraite fermée et les jeunes</i> . . . . .	Jean-Paul VERSCHOLDEN
190. <i>Armand La Vergne</i> . . . . .	XXX
191. <i>Les Bx Martyrs Jésuites du Paraguay</i> . . . . .	R. P. TENNESON, S. J.
192. <i>La Retraite fermée, œuvre essentielle</i> . . . . .	Gérard TREMBLAY
193. <i>L'A. C. J. F. groupe les jeunes</i> . . . . .	Louis BERNE
194. <i>L'Education</i> . . . . .	Mgr Wilfrid LEBON
195. <i>Le Vieux Collège de Québec</i> . . . . .	P. Jean LARAMÉE, S. J.
196. <i>Les Jésuites et l'humanisme chrétien</i> . . . . .	Mgr Camille ROY
197. <i>Pacifisme révolutionnaire</i> . . . . .	Lettres de Rome
198. <i>L'Œuvre des Gouttes de lait paroissiales</i> . . . . .	Docteur Joseph GAUVREAU
199. <i>Les Jésuites</i> . . . . .	Abbé Joseph GARIÉPY
200. <i>L'Œuvre des Terrains de Jeux</i> . . . . .	O. T. J.
201. <i>Sous la menace rouge</i> . . . . .	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
202. <i>Un quart d'heure au pays du Soleil Levant</i> . . . . .	Paul-Emile LÉGER, P. S. S.
203. <i>Croisière en U. R. S. S.</i> . . . . .	Pierre MAURIAC
204. <i>Notre cours classique</i> . . . . .	Jean FILION
205. <i>Quand le Front populaire est roi</i> . . . . .	E. S. P.
206. <i>L'Action catholique</i> . . . . .	S. S. PIE XI
207. <i>Le Cinéma</i> . . . . .	S. S. PIE XI
208. <i>Le Milieu — Nature et conquête</i> . . . . .	R. P. Adrien MALO, O. F. M.
209. <i>Les Sans-Dieu à l'œuvre</i> . . . . .	Commission PRO DEO
210. <i>Sœur Mathilde de la Providence</i> . . . . .	Marie-Claire DAVELUY
211. <i>Le Catholicisme en face du communisme</i> . . . . .	Mgr Fulton J. SHEEN
212. <i>Notre régime pénitentiaire</i> . . . . .	Dr Joseph RISI
213. <i>L'Ordre social chrétien</i> . . . . .	Cardinal LIÉNART
214. <i>La Mission surnaturelle de l'Action catholique</i> . . . . .	Abbé Anselme LONGPRÉ
215. <i>Lettre apostolique « Nos es mui »</i> . . . . .	S. S. PIE XI
216. <i>Le Père Marquette</i> . . . . .	Alexandre DUGRÉ, S. J.
217. <i>Sur les pas du Frère André</i> . . . . .	FRÈRE LÉOPOULD, C. S. C.
218. <i>La Mission Saint-Joseph de Sillery</i> . . . . .	R. P. Léon POULIOT, S. J.
219. <i>L'Espagne dans les chaînes</i> . . . . .	Gil ROBLES

N. B. — Les numéros omis sont épuisés.

Prix: 10 sous l'unité franco; \$6.00 le cent; \$50.00 le mille; port en plus  
Condition d'abonnement: \$1.00 pour douze numéros consécutifs

**L'ACTION PAROISSIALE, 4260, rue de Bordeaux, Montréal**  
**Téléphone: Amherst 2192**